

Brochure n° 3034

Convention collective nationale

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**

**(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle**

Activités connexes

Contrôle technique automobile

Formation des conducteurs)

(23^e édition en préparation)

AVENANT N° 9 DU 13 SEPTEMBRE 2005

À L'ACCORD DU 16 NOVEMBRE 2000 RELATIF

AUX RÈGLEMENTS DE PRÉVOYANCE

NOR : *ASET0551281M*

IDCC : *1090*

Les organisations soussignées,

Vu l'accord de prévoyance du 16 novembre 2000 et ses avenants successifs, en dernier lieu l'avenant n° 8 du 9 décembre 2004 ;

Vu l'avenant n° 45 à la convention collective nationale, conclu parallèlement au présent avenant ;

Considérant la nécessité d'assurer la pérennité du régime professionnel de prévoyance, notamment en fixant un objectif relatif au niveau de marge de solvabilité que doit atteindre et conserver l'organisme assureur désigné visé à l'article 1^{er}-26 *b* de la convention collective,

conviennent d'adapter comme suit le règlement général de prévoyance (RGP) et le régime de professionnel obligatoire de prévoyance (RPO) annexés à l'avenant n° 33 du 16 novembre 2000.

I. – Modifications du règlement général de prévoyance (RGP)

Article 1^{er}

A la fin du 1^{er} alinéa de l'article 7 *b* relatif au maintien des droits, les mots : « et au plus tard au 65^e anniversaire » sont supprimés. Au début du 2^e alinéa du même article, les mots : « avant le 65^e anniversaire » sont supprimés.

Article 2

A l'article 7 *b* relatif au maintien des droits, est ajouté un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, le versement des rentes de conjoint survivant est interrompu dans le cas où le bénéficiaire ne remplit plus les conditions fixées par l'article 8 *a*, *b* et *c*, à savoir respectivement lorsqu'il se remarie, lorsque le pacte civil de solidarité est dissous, ou en cas de concubinage notoire et permanent pendant au moins 2 ans. »

II. – Modifications du règlement du régime professionnel obligatoire de prévoyance (RPO)

Article 3

Au 2^e alinéa de l'article 4, les mots : « jusqu'au 65^e anniversaire ou » sont supprimés.

Article 4

Au 2^e alinéa de l'article 6, les mots : « jusqu'au 65^e anniversaire du participant ou » sont supprimés.

Article 5

Au 3^e alinéa de l'article 9, les mots : « jusqu'au 65^e anniversaire de l'intéressé ou » sont supprimés.

Article 6

Au premier alinéa de l'article 11, après les mots : « encore à charge, » sont insérés les mots : « dès lors que l'ayant droit décédé n'était pas remarié ou lié par un pacte civil de solidarité avec une tierce personne, ».

Article 7

A l'article 12, les mots : « avant 65 ans ou à la date d'attribution, par la sécurité sociale, d'une pension de vieillesse si elle est antérieure » sont supprimés.

Article 8

L'article 17 relatif au capital de fin de carrière est complété par les dispositions suivantes :

« L'assiette de calcul du capital de fin de carrière est égale à 30 200 €. Cette assiette de calcul sera revalorisée au 1^{er} janvier de chaque année de la variation de l'indice INSEE annuel des prix hors tabac. L'indice de revalorisation pris en compte est celui atteint en novembre de chaque année par rapport à celui du mois de novembre précédent. »

Article 9

Le texte de l'article 18-2° est ainsi modifié :

« Le montant du capital de fin de carrière, exprimé en pourcentage de l'assiette de calcul définie à l'article 17, est calculé en premier lieu comme si le salarié avait travaillé à temps plein pendant toute sa carrière. Puis chaque tranche de 12 mois consécutifs ou non d'activité salariée exercée dans la profession selon un horaire hebdomadaire inférieur ou égal à 26 heures donne lieu à l'attribution de taux minorés par rapport à ceux fixés par l'article 1.24 c 2 de la convention collective.

Ces taux minorés sont les suivants :

- a) Pour chacune des 10 premières années de la carrière du salarié :
 - 0,333 % pour chaque année accomplie selon un horaire inférieur à 13 heures par semaine ;
 - 0,666 % pour chaque année accomplie selon un horaire compris entre 13 heures et 26 heures par semaine.
- b) pour chacune des années suivantes de la 11^e à la 20^e :
 - 0,666 % pour chaque année accomplie selon un horaire inférieur à 13 heures par semaine ;
 - 1,333 % pour chaque année accomplie selon un horaire compris entre 13 heures et 26 heures par semaine.
- c) pour chacune des années suivantes de la 21^e à la 40^e :
 - 0,8 % pour chaque année accomplie selon un horaire inférieur à 13 heures par semaine ;
 - 1,6 % pour chaque année accomplie selon un horaire compris entre 13 heures et 26 heures par semaine.
- d) pour la 41^e année (les années au-delà de la 41^e n'étant pas retenues) :
 - 0,666 % pour un horaire inférieur à 13 heures par semaine ;
 - 1,333 % pour un horaire compris entre 13 heures et 26 heures par semaine. »

Article 10

Au 1^{er} tiret de l'article 18-3°, les mots : « de la limite de 100 % du plafond annuel de la sécurité sociale » sont remplacés par les mots : « de la limite fixée par l'article 1.24 c 2 ».

Article 11

Au 1^{er} alinéa de l'article 20, les mots : « à 100 % du plafond de la sécurité sociale » sont remplacés par les mots : « au montant maximum fixé par l'article 1.24 c 2 ».

III. – Tarification du régime professionnel obligatoire de prévoyance (RPO)

Article 12

Le taux des cotisations applicables à partir de janvier 2006 figure sur l'annexe tarifaire du RPO jointe au présent avenant. Les organisations sous-signées conviennent de prendre, à l'avenir, les mesures nécessaires pour tendre à une répartition globale suivante des cotisations du RPO (hors couverture des capitaux de fin de carrière) :

- pour les ouvriers et employés, 25 % à la charge du salarié et 75 % à la charge de l'entreprise ;
- pour les agents de maîtrise, 27 % à la charge du salarié et 73 % à la charge de l'entreprise ;
- pour les cadres, 30 % à la charge du salarié et 70 % à la charge de l'entreprise.

IV. – Application du présent avenant

Article 13

La revalorisation annuelle de l'assiette de calcul du capital de fin de carrière interviendra pour la première fois au 1^{er} jour du mois suivant celui au cours duquel l'arrêté d'extension du présent avenant aura été publié au *Journal officiel*, et cela par dérogation à la date du 1^{er} janvier visée à l'article 8. L'indice de revalorisation pris en compte à cette occasion sera celui de novembre 2005 par rapport à celui de novembre 2004.

Article 14

Les organisations soussignées conviennent de procéder dans les meilleurs délais aux démarches nécessaires en vue de l'extension du présent avenant, qui sera déposé conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du

code du travail. Il est expressément demandé de faire figurer le présent avenant n° 9 ainsi que l'avenant n° 45 relatif à la sauvegarde du régime professionnel de protection sociale, dont la signature et l'application sont conjointes, dans le même arrêté d'extension.

Fait à Suresnes, le 13 septembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CNPA ;
SNCTA ;
GNESA ;
Les professionnels du pneu ;
FNA ;
FFC ;
UNIDEC ;
FNCRM.

Syndicats de salariés :

Métallurgie CFE-CGC ;
FGMM CFDT ;
CFTC ;
FO.

**Cotisations de prévoyance obligatoire
à partir du 1^{er} janvier 2006**

*A. – Cotisations calculées en pourcentage du salaire brut
limité à 4 fois le plafond de la sécurité sociale*

1. Ouvriers, employés, apprentis, jeunes sous contrat
de formation en alternance (art. 6 a du règlement général)

	SALARIÉ	EMPLOYEUR
	–	–
a) Incapacité totale et temporaire de travail	0,23 %	–
b) Invalidité	0,12 %	0,65 %
c) Maladie de longue durée	0,06 %	0,32 %
d) Décès	0,08 %	0,43 %
e) Rente de conjoint survivant	0,02 %	0,14 %

2. Maîtrise (art. 6 b du règlement général)

a) Incapacité totale et temporaire de travail	0,27 %	–
b) Invalidité	0,16 %	0,72 %
c) Maladie de longue durée	0,09 %	0,43 %
d) Décès	0,10 %	0,48 %
e) Rente éducation	0,04 %	0,16 %

3. Cadres (art. 6 c du règlement général)

a) Incapacité totale et temporaire de travail	0,12 %	–
b) Invalidité	0,13 %	0,43 %
c) Maladie de longue durée	0,08 %	0,24 %
d) Décès	0,10 %	0,33 %
e) Rente éducation	0,03 %	0,09 %

*B. – Cotisations calculées en pourcentage du plafond de la sécurité sociale
(ensemble du personnel hors apprentis et jeunes
sous contrat de formation en alternance)*

Indemnités de fin de carrière	–	0,90 %
-------------------------------------	---	--------